



## UNE FRANCE SOUVERAINE DANS UNE EUROPE RESPECTUEUSE DES NATIONS

La décision du peuple britannique de sortir de l'Union européenne place l'Europe à **un tournant historique qui nous oblige, comme je ne cesse de le réclamer depuis plusieurs années, à proposer un autre chemin pour l'Europe**. L'Europe est en crise et le Brexit est la conséquence directe d'une absence d'initiative des leaders européens et notamment de François Hollande, premier responsable de cette situation. **Aujourd'hui, l'Europe apparaît au mieux comme inefficace, inutile, dépassée, au pire comme un obstacle à notre développement et notre liberté. Trente années de renoncements** ont provoqué une profonde crise identitaire, mis à mal la cohésion des sociétés, **creusé un fossé d'incompréhension entre les peuples et les responsables politiques, nourri la montée des populismes et des extrémismes**. Pourtant, c'est au moment où il serait nécessaire de s'organiser collectivement, à l'échelle européenne, pour faire face aux menaces économiques et sécuritaires, que l'Europe se délite. La situation est critique et si nous ne voulons pas que le rêve des fondateurs, **celui d'une civilisation européenne démocratique et ouverte sur le monde**, tourne au cauchemar, **il faut changer d'Europe**.

**L'Europe doit être un instrument et non pas une religion. C'est pour cette raison que je suis l'un des seuls aux côtés de Philippe Seguin, à avoir fait campagne contre le traité de Maastricht**. Aujourd'hui, ce projet d'Europe fédérale que j'ai toujours combattu est arrivé à terme. **Il faut reconstruire une nouvelle Europe plus politique qui saura susciter l'adhésion des peuples et des nations**. Nous devons donc proposer une évolution de la construction européenne raisonnable, **réaliste et efficace**. **Je suis ainsi pour une Europe des nations, une Europe qui dans la lignée de celle du Général de Gaulle, soit garante de notre souveraineté. Mais je défends aussi l'urgence d'une France souveraine au sein d'une Europe qui partage des valeurs communes et un objectif commun : celui de notre souveraineté vis-à-vis de nos autres partenaires. Pour cela, l'Europe devra concentrer son action sur quelques domaines bien définis et laisser la liberté aux Etats nations de se gouverner comme ils l'entendent sur une majorité de sujets, en respect du principe de subsidiarité**.

**La France doit être le moteur de ce renouveau. La France est le pays fondateur de la construction européenne, la locomotive** qui a su faire émerger le projet européen. La France doit reprendre la première place et sensibiliser les autres pays européens sur l'urgence de créer une Europe respectée par nos principaux partenaires et notamment les Etats-Unis et la Chine. Pour cela, la France a tous les atouts structurels pour engager les pays européens sur le chemin de la réforme. Sa démographie, la productivité de sa main d'œuvre, la qualité de ses équipements publics, de ses infrastructures, de ses services publics, ses paysages, sa culture, la force de ses entreprises mondiales ainsi que notre armée, la seule opérationnelle sur le continent européen, font que nous sommes le seul pays à pouvoir engager l'Europe vers un nouveau chemin. Pourtant, depuis une vingtaine d'année, **l'influence de la France s'est étiolée, nous avons perdu la main sur cette construction européenne qui ne nous ressemble plus**. L'intérêt de la France est de convaincre les pays européens de leur capacité à être autonomes, non sous l'angle du bras de fer mais de la conciliation, et donc de l'importance d'adopter des positions communes sur certaines questions. On doit pour cela proposer une stratégie d'indépendance que nos partenaires sont susceptibles d'accepter. **Cependant, pour entraîner nos voisins européens, et notamment l'Allemagne**, il convient que la **France retrouve sa crédibilité économique et sociale en suivant** la voie de la réforme notamment budgétaire. C'est tout l'objet de mon programme qui donnera les moyens à la France d'être crédible et forte pour être entendue par nos partenaires. **Les réformes en France devront être concomitantes avec nos propositions pour un projet européen recentré sur la zone Euro que j'engagerai dès mai 2017 avec un calendrier précis établi à l'avance**.

**Je propose donc, pour relancer l'Europe, de se concentrer sur trois priorités stratégiques que l'on peut déterminer dès maintenant et mettre en œuvre sans avoir besoin d'un nouveau traité :**

- **La sécurité des citoyens avec des frontières efficaces, une immigration maîtrisée et une défense autonome.**
- **La souveraineté économique et financière en faisant de l'Euro une monnaie de réserve.**
- **L'investissement, l'innovation et la recherche au service de grands projets européens et d'une société de la connaissance.**

## I. UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DES FRONTIÈRES, DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

### A. Une Europe qui maîtrise ses frontières et son immigration

Dire que la sortie de l'espace Schengen est la réponse aux problèmes des flux migratoires est faux.

**Les réelles solutions sont dans la réforme de Schengen afin de lui donner les moyens d'être efficace pour assurer la sécurité des Européens.** Les Français sont attachés à la libre circulation en Europe, qui a, comme contrepartie, des contrôles systématiques aux frontières extérieures de l'espace Schengen. Mais ceux-ci sont mal assurés, notamment le long des frontières maritimes. Je propose donc :

- **D'ouvrir des négociations avec nos partenaires pour lancer un « Schengen de la justice » : Appliquer en France la double peine, expulser systématiquement de l'espace Schengen tout délinquant reconnu coupable d'un crime ou d'un délit et demander la réciprocité au niveau européen avec l'expulsion systématique de l'espace Schengen de tout étranger condamné pénalement dans un pays européen.**
- **De conditionner l'accès aux prestations sociales par les étrangers non européens à une présence légale de deux ans sur le territoire sans infraction.**
- **D'harmoniser nos règles d'accueil avec notamment la création d'un droit d'asile européen** et contester, si besoin, les règles contraignantes de la CEDH qui nous empêchent de prendre des mesures fortes.
- **De tripler le budget de Frontex** (l'agence européenne chargée de venir en aide dans ce domaine aux Etats membres).
- **De créer un corps européen de gardes-frontières**, si nécessaire dans le cadre d'une coopération renforcée prévue par l'article 20 du Traité sur l'UE. C'est le seul moyen pour permettre à des pays comme Malte, la Grèce ou l'Italie de n'être pas submergés par les arrivées de clandestins.
- **D'accentuer la coopération entre les Etats les plus exposés à l'immigration clandestine** (solidarité effective dans le contrôle des frontières extérieures, notamment maritimes, contrôles conjoints dans la bande des 20 km, négociation en commun d'accords de réadmission avec les pays d'origine, organisation conjointe de vols de retour à destination des pays d'origine...).
- D'amplifier les efforts déjà entrepris avec Euromar.
- D'aider les pays limitrophes de la Libye et notamment le Niger et la Tunisie pour qu'ils soient de véritables partenaires dans la régulation de l'immigration et le trafic d'êtres humains.

- De trouver un accord avec la Turquie mais d'arrêter d'entretenir l'illusion d'une perspective d'une entrée de la Turquie dans l'Union européenne que les peuples ne souhaitent pas et qui condamnerait définitivement le projet européen.

**Cependant, la France ne peut pas se reposer sur l'Union européenne pour relever les défis migratoires qui se présentent à elle. Nos perspectives et nos préoccupations démographiques sont trop différentes de celles de nos partenaires pour que nous puissions nous dispenser d'une réflexion propre sur ces questions d'immigration, notamment sur les modalités d'installation durable sur notre sol.**

### B. Une Europe qui contrôle sa défense et sa sécurité

- **Il n'est pas raisonnable que l'Europe s'en remette exclusivement aux Etats-Unis pour la protéger**, car nos alliés ont d'autres priorités stratégiques. Il est également **anormal que la France assume seule budgétairement et militairement la sécurisation du Sahel** face au terrorisme islamique.
- Il faut que tous les Etats européens **fassent des efforts pour donner à l'Europe le pouvoir de peser diplomatiquement** et militairement sur la scène internationale avec non seulement la France mais aussi l'Allemagne qui a les moyens d'investir davantage dans ce domaine.
- Il faut aussi créer **une solidarité européenne pour soutenir l'industrie européenne** de la défense à la fois en matière de développement de programme militaire mais également d'achat d'armes. Il est choquant que certains pays européens privilégient l'achat de matériels américains alors que des équipements produits par d'autres pays européens sont disponibles.
- Il faut après le Brexit que la **France et l'Europe poursuivent et approfondissent la coopération militaire avec les Britanniques qui sont un partenaire essentiel pour la sécurité du continent.**

## II. UNE EUROPE ÉCONOMIQUEMENT SOUVERAINE

### A. Une réforme de la Gouvernance de la zone Euro pour en faire un vrai outil de souveraineté

Nous avons fait le choix de l'Euro. Si cette monnaie peut avoir quelques inconvénients, elle peut nous apporter beaucoup d'avantages si nous savons l'utiliser face aux grandes puissances. L'objectif de cette monnaie européenne aurait dû être de nous donner une certaine indépendance, une certaine autonomie par rapport au Dollar. Ce que le général de Gaulle appelait le « privilège exorbitant » du Dollar est devenu encore plus exorbitant puisque maintenant les Etats-Unis se servent du Dollar pour appliquer la législation américaine

aux entreprises européennes dans des conditions qui sont, sur le plan du droit et de la morale internationale absolument scandaleuses. Je **propose donc de se servir de l'Euro pour retrouver notre souveraineté et notre indépendance vis-à-vis de la justice et de la politique étrangère américaine. D'ici dix ans, l'Euro devra devenir une monnaie de réserve et de règlement à l'égal du Dollar américain.**

Pour y **parvenir, il faut que les investisseurs aient confiance dans l'Euro, sa stabilité et ses institutions.** Il faut donc différencier la zone Euro de l'Europe à 27. L'Europe des 27 doit être destinée à devenir un espace de valeurs partagées, un espace d'échanges humains, culturels et commerciaux qui sont les fondements de la civilisation européenne. L'Europe des 19, celle de la zone Euro, doit, en revanche, pousser plus loin son intégration économique. **Ce que je propose ne nécessite pas de nouveau traité et peut être réalisé en dehors de l'action de la Commission, tout en renforçant le caractère démocratique de la gestion de la zone Euro.**

– **Faire de l'Euro une monnaie de réserve et de règlement à égalité avec le Dollar américain**

o **Créer une convergence dans les politiques budgétaires et fiscales** afin d'éviter le développement de la concurrence fiscale entre Etats. Pour y parvenir, il **faudra mettre en place un calendrier visant, en l'espace d'une dizaine d'années, à rapprocher la fiscalité sur les entreprises au sein des 19 Etats membres de la zone Euro.**

o **Le couple franco-allemand devra montrer l'exemple en engageant un processus de convergence économique, fiscale et sociale qui entrainera toute l'Europe,** en se dotant d'ici trois ans, d'un impôt sur les sociétés à taux unique, de taux de TVA et d'une fiscalité sur le capital harmonisés.

– **Doter la zone Euro d'un directoire politique,** composé des Chefs de gouvernement, présidé par l'un d'entre eux. Ce directoire devra se fixer des objectifs d'harmonisation budgétaire, fiscale et des règles d'endettement. Ce directoire devra pouvoir être en mesure de conduire, avec la Banque Centrale Européenne, la politique monétaire de l'Euro, qui ne doit pas seulement être une arme contre l'inflation mais aussi une arme pour la croissance et l'emploi. Il doit figurer, aux côtés de ce directoire politique des parlementaires représentant chacune de nos nations.

– **Structurer et donner une visibilité au pilotage de la zone Euro,** en créant un véritable gouvernement économique de la zone Euro, d'abord au niveau des Ministres des finances, mais aussi de celui des chefs d'Etat et de Gouvernement. Réunir ces derniers tous les trois mois de manière à ce que le pilotage de la zone Euro ne soit pas assuré seulement en temps de crise. **Les Parlements nationaux devront d'ailleurs être plus systématiquement associés au contrôle de ces politiques.**

– **Créer un Secrétariat Général de la zone Euro complètement autonome de la Commission qui assurera le suivi et la gestion de la zone économique.**

– **Coordonner la politique accommodante de la Banque Centrale Européenne avec une stratégie économique globale. Pour cela, il faut :**

o Une articulation claire entre la politique monétaire d'assouplissement de la BCE intégrant de vraies réformes structurelles.

o Un élargissement du calendrier sur la réduction des déficits.

o Une accélération des réformes structurelles nécessaires dans chacun des Etats que permet cette politique de taux bas.

– **Créer, à terme, une fois la convergence fiscale achevée, un Trésor européen avec une mise en commun des dettes.**

## **B. Une Europe avec une politique commerciale souveraine et protectrice de nos intérêts**

L'Europe est aujourd'hui la première puissance commerciale du monde. Mais sa part dans le commerce mondial décroît au profit des grands pays émergents, au premier rang desquels la Chine est devenue, en l'espace de quinze ans, la deuxième économie mondiale. **L'Europe ne défend pas assez ses intérêts. Il est plus que jamais temps de lui donner les moyens d'inverser cette tendance.**

- Le traité transatlantique ne pourra être signé aux dépens des intérêts de l'Europe. Actuellement il y a trop de déséquilibre. Le résultat des négociations devra être soumis au referendum. Il faut changer la méthode de négociation et permettre davantage de transparence.

- L'Europe se doit d'être plus offensive **quant au respect des normes environnementales et sociales sur les produits importés afin que nos industries ne subissent plus une concurrence déloyale.**

- L'Europe doit **redoubler d'efforts quant au respect des réglementations anti-dumping.**

- **L'Europe doit exiger la réciprocité concernant l'ouverture des marchés publics.** Il n'est pas acceptable que l'Europe ouvre ses marchés publics à 95 % aux entreprises étrangères alors que les USA ne les ouvrent qu'à hauteur de 30 %.

- **La France ne peut plus accepter que des décisions européennes soient prises à l'encontre de ses intérêts économiques comme les sanctions à l'égard de la Russie** qui nuisent gravement à nos entreprises et particulièrement à nos agriculteurs. Il faudrait au contraire refonder nos relations avec la Russie, allié historique de la France, afin de lui

proposer un nouveau **partenariat commercial UE/Russie qui offrirait à nos entreprises de nouveaux débouchés.**

- Il faut **refuser que le statut d'économie de marché soit accordé à la Chine.**

### III. UNE EUROPE DE L'INNOVATION ET DE LA CONNAISSANCE

**L'Europe doit se fixer pour but d'être la première puissance mondiale de l'innovation et de la connaissance.**

- Face aux géants américains – demain chinois et indiens – **de la communication, il nous faut reparler des règles de propriété intellectuelle numérique, assumer l'exception culturelle.**
- Il ne suffit plus de dire que nous avons Airbus ou Eureka : **il faut aussi construire les futurs Airbus de l'audiovisuel, du numérique, des nouvelles technologies.**
- Ayons des projets industriels communs, avec notamment la question cruciale de l'énergie, des projets scientifiques où **nous pouvons créer des pôles à vocation mondiale**, par exemple sur la recherche médicale, des projets technologiques autour de la question du numérique et des transports du futur, où nous avons chacun des compétences immenses.
- Incitons à la **mise en réseau au niveau européen des pôles de compétitivité et à la coordination des programmes de recherche entre les universités européennes** afin de faire contrepoids aux investissements massifs des Etats-Unis et de la Chine dans ces domaines stratégiques.
- **Travaillons ensemble à une nouvelle politique énergétique européenne innovante mais aussi indépendante. Bâtissons ainsi une stratégie commune au sein de laquelle, la France, avec son atout nucléaire, doit jouer un rôle central.**

Le mariage entre croissance et environnement passe par une énergie nucléaire modernisée, toujours plus sécurisée, alliée au développement d'énergies alternatives. **Sans le nucléaire, nous n'atteindrons jamais nos objectifs en matière de lutte contre le réchauffement climatique.**

### IV. UNE EUROPE AVEC DES INSTITUTIONS PLUS EFFICACES ET PLUS RESPECTUEUSES DE LA SOUVERAINETÉ DES ETATS

**Pour changer l'Europe, il faudra réformer les institutions afin que leur pouvoir soit davantage encadré et que le principe de subsidiarité redevienne la règle. Pour cela il faut revoir le rôle de la Commission européenne.** Si elle doit garder son **pouvoir de proposition, celui-ci doit être circonscrit à quelques domaines fondamentaux.** Les autres aspects de la politique européenne doivent être laissés à la négociation intergouvernementale et éventuellement au Parlement européen. La Gouvernance de la zone Euro devra également être laissée aux Etats et à un Secrétariat Général dédié (voir supra). Il faudra aussi revoir les priorités de la Commission et l'inciter à lancer de nouvelles initiatives.

A ce titre, les sujets sur lesquels la Commission devra travailler en priorité seront :

- Une méthode pour une harmonisation fiscale minimale au sein de l'Union européenne.
- Une coopération renforcée en matière policière et judiciaire.
- Une politique efficace de sauvegarde des frontières extérieures
- Une meilleure protection de l'agriculture européenne
- La mise en place d'une plus grande réciprocité dans le commerce international
- Une feuille de route qui encadrera la relation nouvelle de l'Europe avec le Royaume-Uni.

## Conclusion

**L'Europe doit changer et la France doit être à l'initiative de ce changement qui doit être rapide.** Pour cela il n'est pas nécessaire dans l'immédiat d'adopter un nouveau traité qui prendrait des mois à être négocié à 27. On peut dès maintenant reprendre la main en se concentrant sur trois priorités :

- Une Europe de la sécurité et de la défense qui protège les citoyens, maîtrise ses frontières et son immigration;
- Une Europe souveraine économiquement à travers le renforcement de la zone Euro ;
- Une Europe de l'innovation et de la connaissance qui mette en commun ses ressources pour des grands projets d'avenir.

**Il conviendra également de proposer aux Britanniques une sortie rapide de l'Union européenne tout en veillant bien à maintenir une relation privilégiée, notamment en matière de défense.**

Cette nouvelle Europe plus condensée dans son champ action se devra d'être plus démocratique en remettant les Etats et les nations au centre. L'Europe de demain devra être moins normative et plus protectrice. Pour cela, il faudra lancer une réforme de la gouvernance et des Institutions existantes, notamment de la Commission, qui prendra du temps. A terme, il conviendra de proposer un nouveau traité qui fera de l'Europe une organisation efficace, moins intrusive et plus respectueuse des aspirations des peuples et des nations.